

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



VEOLOG-2

ZAC n° 1 - Europort de Vatry
51320 Bussy-Lettrée

Références : D2 2023-337
Code AIOT : 0005701881

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement VEOLOG-2 implanté ZAC n° 1 - Europort de Vatry 51320 Bussy-Lettrée. L'inspection a été annoncée le 16/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée en présence du SDIS51, dans le cadre de la prévention des risques incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLOG-2
- ZAC n° 1 - Europort de Vatry 51320 Bussy-Lettrée
- Code AIOT : 0005701881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VEOLOG exploite sur le territoire de Bussy-Lettrée, ZAC de Vatry, deux entrepôts juxtaposés, dénommés VEOLOG 1 et VEOLOG 2.

Le site VEOLOG2 est réglementé par l'arrêté préfectoral n°2000-A-100-IC du 24 juillet 2000, complété en 2002, 2015 puis 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	voie pompiers	Arrêté Préfectoral du 24/07/2000, article 8.1.2.	/	Lettre de suite	1 mois
2	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/07/2000, article 8.12.2.	/	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a notamment fait ressortir que la voie engin longeant le bâtiment V2 sur ses façades Est, Nord et Ouest, présentait des girations difficilement empruntables par les gabarits actuels des équipements d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Voie pompiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2000, article 8.1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Accès, voies et aire de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, entretenues en bon état, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptibles de gêner la circulation. Les bâtiments sont accessibles facilement et en toutes circonstances par les services de secours. Des voies de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté sur le périmètre de l'entrepôt. Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- largeur de la bande de roulement : 4m- rayons intérieurs de giration : 11m- hauteur libre : 3,50m- résistance à la charge : 13t par essieu Un espace libre d'au moins 1 mètre de large (maximum 8m) devra subsister entre la voie échelle et la façade du bâtiment. A partir de ces voies, les sapeurs pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,30m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60m.
Constats : L'ensemble des voies a été parcouru durant la visite d'inspection, en présence du SDIS51. Elles sont délimitées et dégagées. Cependant, concernant l'état de la voie engin sur la partie arrière du bâtiment V2, il sera nécessaire de la remettre en état et de s'assurer que cette voie soit conforme aux dispositions demandées dans l'arrêté en matière de résistance à la charge. Également, les rayons de giration de la voie ne permettent pas le passage des engins de lutte contre l'incendie. Les zones réservées à la manœuvre des engins sont libérées. Les issues au bâtiment V2 ont été relevées, en particulier celles présentant une configuration (rampe, largeur) suffisante pour permettre l'accès aux cellules par les services d'incendie.
Observations : L'exploitant a prévu de remettre en état la voie engin et de mandater un bureau de contrôle afin d'en réaliser les contrôles de résistance à la charge. De plus, il prévoit d'aménager des surlargeurs aux virages Nord et Est du bâtiment V2. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous un délai de 1 mois, l'échéancier relatif à ces travaux, puis de l'informer régulièrement de l'avancée de ceux-ci.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Matériel de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2000, article 8.12.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins : <ul style="list-style-type: none">- d'un système d'extinction automatique par sprinklage,- d'un réseau d'extincteurs [...],- de robinets d'incendie armés (R.I.A.) [...]- de 4 poteaux incendie.
Constats : La défense incendie est mutualisée avec le site VEOLOG-1. Le débit requis pour la défense extérieure contre l'incendie pour VEOLOG-2, calculé par l'exploitant via le fascicule D9, est de 600m3/h. 3 poteaux incendie géoréférencés 101, 102 et 103 sur la base de données du SDIS sont présents au Sud du bâtiment V2, et 3 poteaux géoréférencés 107, 108 et 109 sont positionnés le long de la façade Nord. Le débit cumulé par trois de ces poteaux incendie de diamètre 150 est de 340 m3/h. Les poteaux incendies présents sur le site ne sont pas matérialisés et ne possèdent pas d'aire de stationnement dédiée aux services d'incendie. En particulier, un poids lourd qui serait stationné sur le parking au droit du poteau "102" empêcherait l'accès à celui-ci.
Observations : Il est nécessaire de matérialiser les aires de stationnement destinées aux services d'incendie au droit des poteaux incendies. Il sera utilement rappelé sur les différents plans et documents d'intervention du site, que ces espaces doivent rester libres. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous un délai de 1 mois, l'échéancier relatif à l'ensemble de ces travaux, puis de l'informer régulièrement de l'avancée de ceux-ci.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois